Mandats du Groupe de travail sur la détention arbitraire; du Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible; du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression; du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences

REFERENCE:
AL MAR 4/2019

30 septembre 2019

Excellence,

Nous avons l'honneur de nous adresser à vous en nos qualités de Groupe de travail sur la détention arbitraire; de Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible; de Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression; de Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et de Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, conformément aux résolutions 33/30, 33/9, 34/18, 34/5 et 41/17 du Conseil des droits de l'homme.

Dans ce contexte, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur des informations que nous avons reçues concernant l'arrestation et la détention de Mme Raïssouni, poursuivie pour des faits d'ordre privé, qui pourraient être liés à son travail de journaliste indépendante ou aux activités de ses proches dans le domaine des droits de l'homme.

Mme **Hajar Raïssouni** est une journaliste marocaine qui travaille pour le quotidien indépendant « Akhbar Al Yaoum ».

La détention de M. Taoufik Bouachrine, fondateur du journal Akhbar Al Yaoum, a fait l'objet d'une Opinion du Groupe de travail sur la détention arbitraire adoptée à sa 83^{ème} session, les 19–23 novembre 2018 (A/HRC/WGAD/2018/85).

Selon les informations reçues :

Le 31 août 2019, Mme Raïssouni a été interpellée par une dizaine de policiers en civil à Rabat, peu après qu'elle ait été soignée au sein d'un cabinet de gynécologie après avoir souffert d'une hémorragie. Les policiers l'auraient emmené de force dans le cabinet en question où son compagnon, de même qu'un médecin et deux de ses assistants auraient été arrêtés. Les cinq personnes auraient ensuite été transférées vers le siège de la police judiciaire de Rabat à des fins d'interrogatoire. Durant sa garde à vue de deux jours, les policiers l'auraient longuement questionnée sur des détails relevant de sa vie privée sans la présence d'un avocat, et lui auraient notamment demandé si elle aurait subi un avortement. Le 31 août, dans l'après-midi, elle aurait été conduite à l'hôpital Ibn Sina de Rabat, où elle aurait subi un [REDACTED] sans son consentement.

Durant sa garde à vue, Mme Raïssouni a également été interrogée sur ses activités de journaliste ainsi que sur les écrits politiques de plusieurs membres de sa famille, dont l'un est journaliste et l'autre secrétaire général d'une association de défense des droits de l'homme. Elle aurait également été interrogée sur l'affaire [REDACTED]. Les policiers lui auraient également posé des questions précises sur ses relations avec son fiancé, ce qui laisserait à penser que le couple faisait l'objet de surveillance.

Le 2 septembre 2019, Mme Raïssouni a été présentée devant le Procureur près le Tribunal de première Instance de Rabat et a été inculpée d'« avortement illégal » et de « débauche » (relations sexuelles en dehors des liens du mariage). Ce n'est qu'à partir de ce moment que Mme Raïssouni a pu bénéficier de l'assistance d'un avocat. Ces infractions sont passibles de peines pouvant aller jusqu'à deux et un an(s) d'emprisonnement respectivement.

Par ailleurs, son compagnon est quant à lui poursuivi pour « relations sexuelles hors mariage » et « complicité d'avortement ». Le médecin et ses assistants, un infirmier et une secrétaire médicale, sont pour leur part poursuivis pour pratique ou complicité d'avortement, lesquels prévoient jusqu'à dix ans d'emprisonnement.

Le 2 septembre 2019, les avocats de l'ensemble des prévenus et accusés ont présenté des demandes de libération provisoire qui ont toutes été rejetées par le tribunal. Le même jour, Mme Raïssouni a été placée en détention préventive à la prison d'Al-Arjat de Salé.

Le 5 septembre 2019, le Procureur du Tribunal de première Instance de Rabat a publié un communiqué, largement diffusé dans les médias, détaillant les allégations contre Mme Raïssouni. Le communiqué contenait un certain nombre d'informations d'ordre intime, liées à sa santé sexuelle et procréative, en violation de son droit à la vie privée et du secret de l'instruction.

De sérieuses préoccupations sont exprimées quant aux allégations rapportées selon lesquelles l'arrestation, la détention et les poursuites contre Mme Raïssouni pourraient être liées à son travail de journaliste, ou à celui de ses proches qui ont exprimé des opinions critiques à l'égard de l'action des autorités. De sérieuses préoccupations sont également exprimées quant à [REDACTED] subi sans son consentement et à la criminalisation de Mme Raïssouni relative à des services de santé sexuelle et procréative, ainsi qu'à la criminalisation du personnel de santé pour la réalisation d'un acte médical conformément aux principes d'éthiques médicaux. Nous exprimons également des préoccupations sur la divulgation dans les médias par le procureur d'informations relatives à la santé sexuelle et procréative de Mme Raïssouni, qui pourrait porter atteinte à son honneur et à sa réputation et qui contrevient aux droits à la vie privée, l'autonomie et à la santé physique et mentale.

En relation avec les faits allégués ci-dessus, nous vous prions de bien vouloir vous référer à l'annexe ci-jointe qui énonce **les textes relatifs aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'homme**.

Comme il est de notre responsabilité, en vertu des mandats qui nous ont été confiés par le Conseil des droits de l'homme, de solliciter votre coopération pour tirer au clair les cas qui ont été portés à notre attention, nous serions reconnaissants au Gouvernement de votre Excellence de ses observations sur les points suivants:

1. Veuillez nous transmettre toute information ou tout commentaire complémentaire en relation avec les allégations susmentionnées.
2. Veuillez fournir des informations sur les motifs juridiques justifiant la détention de Mme Raïssouni, ainsi que celle de son compagnon, du médecin et des deux assistants médicaux susmentionnés, spécialement au regard de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques réquerant que la détention préventive soit l'exception.
3. Veuillez fournir des informations concernant le fait que Mme Raïssouni n'aurait pas bénéficié d'un avocat après son interpellation et lors de sa garde à vue.
4. Veuillez apporter des informations sur les allégations selon lesquelles la détention de Mme Raïssouni serait liée à son travail de journaliste ou aux activités de ses proches.
5. Veuillez fournir des informations sur les mesures prises pour garantir l'intégrité et la sécurité physique et mentale de Mme Raïssouni.
6. Veuillez fournir des informations sur les mesures prises par le Maroc pour mettre en œuvre des services de santé sexuelle et procréative non-discriminatoires, non-coercitives et respectueux de l'éthique médicale, des exigences spécifiques liées au genre et de la confidentialité des intéressés.

Nous serions reconnaissants de recevoir une réponse de votre part à ces questions dans un délai de 60 jours. Passé ce délai, cette communication, ainsi que toute réponse reçue du gouvernement de votre Excellence, seront rendues publiques sur le [site internet](#) rapportant les communications. Elles seront également disponibles par la suite dans le rapport habituel présenté au Conseil des Droits de l'Homme.

Nous aimerions informer le Gouvernement de votre Excellence qu'après avoir adressé une communication conjointe au Gouvernement, le Groupe de travail sur la détention arbitraire peut transmettre l'affaire par sa procédure communication régulière afin de rendre un avis relatif au caractère arbitraire ou non de la privation de liberté en question. De telles communications ne préjugent en aucune façon l'avis du Groupe de

travail. Le Gouvernement est tenu de répondre séparément à la communication conjointe et à la procédure communication régulière.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous prions le Gouvernement de votre Excellence de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des droits et des libertés de l'individu mentionné, de diligenter des enquêtes sur les violations qui auraient été perpétrées et de traduire les responsables en justice. Nous prions aussi votre Gouvernement d'adopter, le cas échéant, toutes les mesures nécessaires pour prévenir la répétition des faits mentionnés.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de notre haute considération.

Leigh Toomey

Vice-présidente du Groupe de travail sur la détention arbitraire

Dainius Puras

Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible

David Kaye

Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression

Michel Forst

Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme

Dubravka Šimonović

Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences

Annexe

Références aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'homme

En relation avec les faits allégués ci-dessus, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur les articles 9, 14 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ratifié par le Maroc le 3 mai 1979, qui garantissent les droits à la liberté et à la sécurité, l'interdiction de la détention arbitraire, le droit à un procès équitable et le droit à la liberté d'expression.

Dans sa résolution 12/16, le Conseil des droits de l'homme a invité tous les Etats à ne pas à ne pas imposer de restrictions incompatibles avec le paragraphe 3 de cet article, notamment « À la discussion des politiques gouvernementales et au débat politique, à la publication d'informations sur les droits de l'homme, les activités du gouvernement ou la corruption au sein de celui-ci, à la participation à des campagnes électorales, à des manifestations pacifiques ou à des activités politiques, notamment en faveur de la paix ou de la démocratie, et à l'expression d'opinions et de désaccords, de croyances ou de convictions religieuses, y compris par des personnes appartenant à des minorités ou à des groupes vulnérables ».

En ce qui concerne les allégations d'examen médical qui pourrait s'apparenter à un acte de torture et de mauvais traitements, nous attirons l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur l'interdiction absolue et non-dérogeable de la torture et d'autres mauvais traitements tel que codifié dans les articles 2 et 16 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT), ratifié par le Maroc le 21 juin 1993. Nous rappelons aussi au Gouvernement de votre Excellence que dans la Recommandation Générale 24 adoptée par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité a rappelé que « les États parties ne devraient autoriser aucune forme de coercition, (...) autant de pratiques qui violent le droit des femmes à la dignité et leur droit de donner leur consentement en pleine connaissance de cause ».

Dans ce contexte, l'article 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), ratifié par le Maroc le 3 mai 1979, reconnaît le droit à la santé physique et mentale. L'Observation générale No 14 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels indique que ce droit suppose des libertés qui comprennent le droit de l'être humain de contrôler sa propre santé et son propre corps, y compris le droit à la liberté sexuelle et génésique, ainsi que le droit à l'intégrité, notamment le droit de ne pas être soumis à la torture et de ne pas être soumis sans son consentement à un traitement ou une expérience médicale (para 8).

De même, le paragraphe 2 a) de l'article 12 du PIDESC protège le droit à la santé maternelle, infantile et génésique et comprend l'obligation des États de mettre en œuvre des services de santé en rapport avec la vie sexuelle et génésique des femmes, y compris les services d'obstétrique d'urgence (para 14). Les États sont liés par l'obligation de

respecter le droit à la santé en s'abstenant d'imposer des pratiques discriminatoires concernant la situation et les besoins des femmes en matière de santé et en évitant d'imposer des soins médicaux de caractère coercitif (para 34). Ils doivent éliminer tous les obstacles qui entravent l'accès des femmes aux services de santé, y compris en matière de santé sexuelle et génésique (para 21). Les États doivent aussi assurer que l'information de santé ne porte pas atteinte au droit à la confidentialité des données de santé à caractère personnel (para 12 (b)) et fournir des services de santé qui soient respectueux de l'éthique médicale et des exigences spécifiques liées au sexe ; les services de santé doivent être conçus de façon à respecter la confidentialité et à améliorer l'état de santé des intéressés (para 12 (c)).

Nous souhaiterions également attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur les principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, et en particulier l'article 1 et 2 qui stipulent que «Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'Homme et des libertés fondamentales aux niveaux national et international » et que «Chaque État a, au premier chef, la responsabilité et le devoir de protéger, promouvoir et rendre effectifs tous les droits de l'Homme et toutes les libertés fondamentales, notamment en adoptant les mesures nécessaires pour instaurer les conditions sociales, économiques, politiques et autres ainsi que les garanties juridiques voulues pour que toutes les personnes relevant de sa juridiction puissent, individuellement ou en association avec d'autres, jouir en pratique de tous ces droits et de toutes ces libertés».